



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THERMODYN

480 Allée Gustave Eiffel
BP 119
71200 Le Creusot

Références : AM/VV/2025/L_325
Code AIOT : 0005401153

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement THERMODYN implanté 480 Allée Gustave Eiffel BP 119 71200 Le Creusot. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. L'inspection a été l'occasion de faire un point d'avancement et de recueillir des informations pour la finalisation d'un arrêté préfectoral, en cours de rédaction, lié notamment aux modifications récentes réalisées et projetées sur le site :

- le remplacement du fluide frigorigère R-134a, utilisé pour le test des compresseurs, par le fluide HFO-1234ze ;
- l'arrêt de plusieurs chaudières et surpresseurs entraînant le changement de régime de l'installation de combustion et la sortie de l'établissement du système d'échange de quota d'émission ;

- la construction d'un nouveau bâtiment pour les essais des compresseurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMODYN
- 480 Allée Gustave Eiffel BP 119 71200 Le Creusot
- Code AIOT : 0005401153
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la société Thermodyn - Baker Hughes au Creusot est spécialisé dans la conception et la fabrication de compresseurs centrifuges intégrés.

Pour tester les équipements fabriqués, la société Thermodyn dispose d'un bâtiment d'essai compresseurs, un second bâtiment est en cours de construction, et une plateforme d'essai extérieure. Cette dernière est notamment utilisée quand le fluide à comprimer est un gaz inflammable.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Afin de finaliser la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire, il convient que l'exploitant fournisse :

- un plan des émissaires à l'atmosphère mis à jour à la suite de l'arrêt de quatre chaudières et deux surchauffeurs. A titre informatif, il est proposé qu'il soit affecté le numéro 3 à la chaudière déplaçable qui sera utilisée lors des tests de compresseurs nécessitant de la vapeur ;
- le volume du nouveau bâtiment banc d'essai compresseur afin de dimensionner le débit du renouvellement d'air nécessaire pour limiter les risques d'explosion ;
- un nom ou numéro à attribuer à l'ancien et au nouveau bâtiment essai compresseur (BEC) ;
- le dimensionnement du volume d'eau d'extinction pour le nouveau BEC ;
- la température de dégradation du fluide HFO-1234ze ;
- l'impact potentiel de la modification du refroidissement du banc d'essai équilibrage et du circuit huile des turbines vapeurs sur la capacité maximale de l'installation classable au titre de la rubrique 1185-2 ;

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations classables au titre des rubriques 2910 et 2921	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Gestion des risques	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	accidentels			
4	Protection des ressources en eau - prélèvements	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	10 mois
5	Protection des ressources en eau - plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.3.2 et 4.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Protection des ressources en eau - effluents et points de rejets	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Protection des ressources en eau - respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.4.7 et 4.4.9.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation classable au titre de la rubrique 2931	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.2.1	Sans objet
8	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.4.4	Sans objet
9	Moyens d'intervention en cas d'accidents	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 8.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- se positionne sur la cessation d'activité de l'installation classable sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2931, et le cas échéant procède à cette cessation selon les dispositions des articles R.512-39 et suivants du code de l'environnement ;
- procède aux déclarations mensuelles de l'état de sa tour aéroréfrigérante, sur l'application Gidaf, même si cette dernière est en phase d'arrêt temporaire ;
- transmettre les actions et procédures mises en place pour sécuriser l'utilisation de la plateforme d'essais extérieurs, et étudie l'impact de la rupture de la cuve d'air comprimé sur les équipements alimentant en gaz les établissements voisins ;
- arrête le refroidissement par circuit ouvert de certains de ses équipements ;
- lève le doute sur le devenir des rejets aqueux issus du banc d'équilibrage ;
- recherche les causes de dépassement des valeurs limites d'émission dans l'eau (rejet n° 1).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation classable au titre de la rubrique 2931

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2931	A	Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Puissance mécanique totale : 30 MW

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 juin 2025, la société Thermodyn a informé l'inspection des installations classées qu'il n'est plus réalisé d'essai de turbine à combustion (turbine gaz) sur le site du Creusot et qu'il n'est a priori pas prévu d'en faire à l'avenir.</p> <p>Le courriel indique que l'arrivée de gaz été consignée techniquement.</p> <p>L'installation concernée est localisée au niveau de la plateforme d'essais extérieurs. L'arrêt des essais des turbines à combustion sur le site ne remet pas en cause l'utilisation de la plateforme extérieure, qui demeure utilisée pour les essais des compresseurs. Les essais des compresseurs ne nécessiteront plus de motorisation par combustion (motorisation électrique intégrée). Il n'y aura plus de rejet de gaz de combustion au niveau de la plateforme extérieure notamment au niveau du conduit n° 13.</p> <p>Il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consignation de l'arrivée de gaz antérieurement destinée à alimenter les turbines au niveau de la plateforme ; - la coupure, en amont de la plateforme, de l'arrivée du gaz de ville antérieurement destinée à alimenter les compresseurs lors des tests (manomètre à zéro). 			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'exploitant souhaite renoncer au bénéfice de son autorisation d'exploiter une installation classable au titre de la rubrique 2931 sous le régime de l'autorisation, en mettant définitivement cette installation à l'arrêt, il convient qu'il procède à une cessation partielle d'activité dans les conditions prévues aux articles R. 512-39 et suivants du code l'environnement.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 2 : Installations classables au titre des rubriques 2910 et 2921

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.2.1</p>				
<p>Thème(s) : Situation administrative, réduction d'activité et arrêt temporaire</p>				
<p>Prescription contrôlée :</p>				
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2910	A-1	E	Installations de combustion, la puissance thermique maximale de	3 chaufferies des locaux (puissance unitaire : 0,335 MW ; 0,282 MW

			maximale de l'installation étant supérieure à 20 MW	MW ; 0,282 MW et 0,14 MW) 2 chaudières chauffage ateliers (puissance unitaire de 5,8 MW chacune) 3 chaudières vapeur (puissance unitaire de 5,6 MW pour une et 2 x 7 MW pour les autres) 2 surchauffeurs (puissance unitaire de 2 MW chacun) Puissance totale : 35,96 MW
2921	a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	1 tour de refroidissement d'une puissance de 12,093 MW

Constats :

Rubrique 2910-A

Par courrier du 10 septembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt des chaudières gaz TD48, TD20, TD27, TD50 et des surchauffeurs TD22 et TD51. Ces

équipements étaient destinés à produire de la vapeur pour les tests des équipements fabriqués. L'exploitant indique que ces équipements arrêtés ont fait l'objet d'une consignation technique le 26 août 2024. Seule la chaudière TD46 (5,8 MW) et des petites chaudières destinées au chauffage des locaux administratifs demeurent présentes sur le site.

Après réduction de la capacité de l'installation de combustion du site, la puissance thermique installée sur le site est de 6,6 MW.

En cas de besoin de vapeur d'eau pour les tests des équipements produits, une chaudière déplaçable, fonctionnant au gaz naturel, sera apportée sur le site. L'exploitant indique que cette chaudière gaz aura une puissance de 8,5 MW, le surchauffeur sera alimenté électriquement. Il est prévu un début d'utilisation au début de l'année 2026 pour une durée de 8 à 10 ans. la chaudière sera installée dans la chaufferie actuelle après démantèlement des chaudières arrêtées.

L'exploitant souhaite que l'installation de combustion exploitée sur le site soit déclarée pour une puissance de 15,1 MW pour permettre de prendre en compte la puissance de la chaudière déplaçable apportée sur le site. L'installation de combustion est désormais soumise au régime de déclaration avec contrôle périodique.

Ce nouveau classement sera acté dans l'arrêté préfectoral complémentaire en cours de rédaction.

En lien avec la réduction de la puissance maximale de l'installation de combustion et le franchissement à la baisse du seuil de 20 MW, la société Thermodyn n'est plus soumise au système d'échange de quotas d'émission (SEQE). L'exclusion du SEQE de la société Thermodyn a été actée par courrier préfectoral du 13 décembre 2024.

Remarque : la réduction de la puissance de l'installation, qui demeure classée au titre de la nomenclature des ICPE, n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. En cas de mise à l'arrêt définitif de l'installation, les obligations en matière de cessation d'activité resteront celles applicables avant cette réduction d'activité.

Rubrique 2921

En lien avec l'arrêt des chaudières, la tour aéroréfrigérante du site qui était utilisées pour la condensation de la vapeur est à l'arrêt temporairement. Cet arrêt a été notifié à l'inspection des installations classées le 3 juin 2024.

Constat 1-04072025 : non-conformité : les déclarations Gidaf concernant la tour aéroréfrigérante ne sont plus réalisées depuis juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 1-04072025 : malgré l'arrêt de la tour aéroréfrigérante, il convient que l'exploitant poursuive les déclarations sur le portail GIDAF. Dans la partie "*État du circuit*", il convient de cocher la proposition "*A l'arrêt ou en fonctionnement en mode sec ou adiabatique, sur le mois entier*" en ajoutant un commentaire (par exemple, "*TAR au chômage*").

Remarque : il convient que l'exploitant vérifie la conformité de son installation de combustion avec les dispositions de l'arrêté ministériel de prescription générales du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Gestion des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, étude technico-économique de réduction des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un an, une étude technico-économique de réduction du risque (réduction du risque à la source, barrière supplémentaire de sécurité...) concernant les 3 phénomènes dangereux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • jet enflammé suite à une rupture de la canalisation de gaz au niveau du poste de livraison ; • UVCE (explosion et flash fire) suite à une rupture de la boucle d'essai en méthane au niveau de la plate-forme d'essais extérieurs ; • effets de surpression suite à une rupture de la cuve d'air comprimé (volume de 12 m³).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en juillet 2021, une étude technico-économique de réduction du risque (réduction du risque à la source, barrière supplémentaire de sécurité...) concernant les trois phénomènes dangereux précités.</p> <p><u>Concernant le premier point</u>, l'exploitant a mis en place la charpente de protection préconisée par l'étude technico-économique afin de prévenir tout risque de choc aérien (chute de briques de la cheminée) ou terrestre (circulation de véhicule à proximité). L'exploitant envisage le démontage de la cheminée en brique.</p> <p><u>Concernant le second point</u>, l'étude technico-économique préconise afin de limiter le risque de surpression et boule de feu en cas d'incident au niveau de la plateforme d'essai des turbines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de modifier la boucle contenant le gaz sous pression en créant des points de fuite via l'ouverture de soupapes instrumentalisées et contrôlées, en cas de détection d'incident ; - de diriger le gaz ainsi libéré vers la cheminée de 30 mètres présente à proximité. <p>Ceci entraînerait la disparition du risque thermique et limiterait le volume de gaz s'échappant par la fuite sur la boucle.</p> <p>Selon l'exploitant, la variabilité des paramètres rencontrés lors des essais de turbines (nature du gaz utilisé, température, pression, géométrie de la boucle) ne permet pas de mettre en place la solution préconisée, notamment au niveau de la détection et de l'ouverture très rapide des soupapes.</p> <p>Les autres solutions proposées dans l'étude technico-économique, création de barrière physique à proximité de la plateforme, ne sont pas applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la création d'une enceinte autour de la plateforme entraîne la limitation d'accès à la plateforme latéralement et par le dessus ; - la mise en œuvre de parois linéaires bloquant les effets thermiques et de surpression est limitée par une question de faisabilité technique en lien avec le mur de soutènement de la voie ferrée existante.

De plus, ces deux solutions ont un coût de plusieurs millions d'euros non compatible avec l'utilisation très limitée de la plateforme d'essai. L'arrivée de gaz alimentant la boucle compresseur est coupée au niveau du poste de livraison. L'exploitant indique que lors des essais, les risques seront gérés via les actions et les procédures mises en place lors de la préparation et des essais.

Lors de l'inspection de juillet 2025, l'exploitant a présenté les mesures préventives et réactives mises en place et en cours de finalisation pour la sécurisation de l'utilisation de la plateforme.

Constat 2-04072025 : demande de compléments : l'exploitant précisera les actions et les procédures mises en œuvre pour limiter les risques lors :

- des périodes où aucun essai n'est programmé à court terme ;
- de la période de préparation des essais ;
- des essais ;
- de la remise à l'arrêt de l'équipement.

Concernant le troisième point en lien avec les conséquences de la rupture de la cuve d'air comprimé, la zone potentiellement affectée par des effets létaux de surpression a été affinée. La zone, située hors du site, est limitée à la moitié de la largeur de la voie ferrée très peu fréquentée et utilisée uniquement pour acheminer des équipements et les lingots métalliques dans les établissements voisins Framatome Forge et Industeel Le Creusot.

L'étude technico-économique préconise de conserver les mesures de sécurité en place pour assurer le bon état de la cuve, notamment par des visites périodiques et des épreuves de mise en pression.

Lors de la visite d'un établissement voisin, il a été constaté que les canalisations et potentiellement un poste de livraison alimentant en gaz naturel les établissements Framatome Forge et Industeel Le Creusot se trouvaient juste en face de la cuve d'air concernée. Il n'y a pas d'obstacle entre ces deux équipements permettant d'atténuer les effets de surpression. L'impact d'une surpression, causée par une rupture de la cuve d'air comprimée, sur les canalisations et sur le poste de livraison, n'est pas évoqué dans l'étude technico-économique.

La dernière visite d'inspection de la cuve d'air a été réalisée le 14 avril 2024, la prochaine épreuve hydraulique est prévue en 2029.

Constat 3-04072025 : demande de compléments : il convient que l'exploitant étudie l'impact de la rupture de la cuve d'air comprimé sur les équipements alimentant en gaz les établissements Framatome Forge et Industeel Le Creusot.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 2-04072025 et constat 3-04072025 : cf. demandes formulées dans la partie "Constats".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Protection des ressources en eau - prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf impossibilité technique ou autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont autorisés dans les quantités maximales suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Usage	Prélèvement annuel (m ³)	Prélèvement journalier (m ³ /jour)
Eau de surface	Bassin de la Marolle à St Sernin	Industriel et d é f e n s e i n c e n d i e	50 000 (hors incendie)	150 (hors incendie)
Réseau public	Réseau d'eau potable de la ville du Creusot	Sanitaire et industriel	30000	120

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Constats :

Deux équipements de refroidissement du site Thermodyn sont refroidis par circuits ouverts :

- le banc d'équilibrage sous vide grande vitesse ;
- le circuit "huile turbine vapeur".

L'exploitant indique que la mise en place de boucles fermées avec refroidissement par des groupes froids est prévue pour ces équipements.

Le mode de fonctionnement en circuit ouvert de ces deux refroidissements n'est pas explicitement autorisé dans l'arrêté préfectoral du 7 mars 2019. De plus l'article 25 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 interdit la réfrigération par circuit ouvert.

Constat 4-04072025 : non-conformité : deux équipements sont refroidis par un circuit d'eau

ouvert sans que ces refroidissements ne soient explicitement autorisés ou qu'une solution alternative de refroidissement soit techniquement impossible.

A ce stade, il n'est pas proposé de mise en demeure pour ce point car :

- l'utilisation des équipements est ponctuel ;
- la consommation d'eau industrielle du site Thermodyn pour l'année 2024 est de 960 m³ ;
- l'exploitant a projeté la mise en conformité des équipements.

La fréquence de relevé des compteurs d'eau est journalière. Il est à noter que la quantité d'eau totale (eaux industrielles + réseau public) prélevée est passée de 41 531 m³ pour l'année 2023 à 10 156 m³ pour l'année 2024. L'exploitant explique cette réduction par la réparation de grosses fuites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 4-04072025 : justifier que le banc d'équilibrage et le refroidissement du circuit "huile" n'est plus réalisé en circuit ouvert d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 5 : Protection des ressources en eau - plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.3.2 et 4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Article 4.3.2

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 4.4.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux usées domestiques : rejet n°1 (STEP) ;

<ul style="list-style-type: none"> - eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées : rejet n° 2 (EP) ; - eaux industrielles éventuellement chargées en polluants : <ul style="list-style-type: none"> 1) eaux de refroidissement pour banc équilibrage : rejet n°2 (EP) ; 2) eaux pour fonctionnement frein hydraulique (chambre de mesure) : rejet n° 2 (EP) ; 3) eaux de la fosse d'épreuve : rejet n°1 (STEP) ; 4) eaux de refroidissement turbine vapeur : rejet n°2 (EP) ; 5) eaux de retour du condenseur (chaufferies) : rejet n°1 (STEP) ; 6) eaux de purge ou de vidange des TAR : rejet n°1 (STEP).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de trois plans des réseaux d'eau de son établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - eau potable ; - eaux industrielles ; - eaux pluviales. <p>Au cours de l'inspection, il est apparu qu'une incertitude existait sur les rejets aqueux issus du banc d'équilibrage. Les articles 4.4.1 et 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2019 indique que ces eaux sont rejetées dans le réseau des eaux industrielles donc vers l'étang Leduc alors qu'un test par colorimétrie récent montrerait que les rejets se feraient dans le réseau d'assainissement puis vers la station d'épuration de Torcy.</p> <p>Constat 5-04072025 : demande de compléments : il convient que l'exploitant lève le doute sur le devenir des rejets aqueux issus du banc d'équilibrage et, si besoin, modifie les plans des réseaux et demande une modification des dispositions de son arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 5-04072025 : cf. demande formulée dans la partie "Constats".</p> <p><i>Remarque : il convient que l'exploitant mette à jour les plans des réseaux à l'issue des modifications du site en cours.</i></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection des ressources en eau - effluents et points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, effluents aqueux et points de rejets

Prescription contrôlée :

Article 4.4.5 - Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le réseau d'assainissement du Creusot	N° 1
Nature des effluents	- Eaux domestiques (sanitaires), - Eaux usées non domestiques (TAR), - Eaux industrielles de la fosse d'épreuve de la NEF5
Débit maximal journalier	100 m ³ /j
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement du Creusot puis station d'épuration urbaine de Torcy
Traitement avant rejet	Néant
Conditions de raccordement	Convention et autorisation

Points de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales du Creusot	N° 2 à 5 (4 points de rejet)
Nature des effluents	- Eaux pluviales de ruissellement - Eaux industrielles : eaux de refroidissement du banc d'équilibrage en NEF2, eaux pour fonctionnement du frein hydraulique dans la chambre de mesure en NEF7, eaux de refroidissement des essais turbines et des éléments sur skid.
Exutoire du rejet	Etang Le Duc
Traitement avant rejet	Séparateurs d'hydrocarbures

Conditions de raccordement	Convention et autorisation

En amont de chaque point de rejet au réseau d'eau pluviale se trouve un séparateur d'hydrocarbures

Constats :

L'échéance de l'autorisation de déversement vers la station d'épuration urbaine de Torcy était décembre 2024. La nouvelle autorisation de déversement n'était pas encore signée le jour de l'inspection.

L'exploitant a présenté :

- une copie du projet de la nouvelle autorisation de déversement ;
- sa convention de déversement.

L'exploitant indique n'avoir jamais eu de convention ou d'autorisation de déversement pour les rejets vers l'étang Leduc via le réseau public d'eaux pluviales.

A ce stade, il est proposé de ne pas relever de non-conformité :

- la nouvelle autorisation de déversement est en cours de signature ;
- la nécessité de disposer d'une convention et d'une autorisation de déversement vers l'étang Leduc est incertaine.

Constat 6-04072025 : demande de compléments : l'exploitant :

- transmettra une copie de sa nouvelle autorisation de déversement d'une partie de ses effluents aqueux vers la station d'épuration urbaine de Torcy ;
- se renseignera et justifiera de la nécessité de disposer d'une convention et d'une autorisation pour le rejet d'effluents industriels vers l'étang Leduc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 6-04072025 : cf. demandes formulées dans la partie "Constats".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Protection des ressources en eau - respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.4.7 et 4.4.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE au point de rejet n° 1

Prescription contrôlée :

Article 4.4.7

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:

- Température < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

Article 4.4.9.1

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débit maximal de référence :	100 m ³ /jour	
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/jour)
DCO	2000	160
MEST	600	48
DBO5	800	64
Hydrocarbures	5	4
Phosphore total (exprimé en P)	50	4
Azote global (exprimé en N)	150	12
Zn	2	0,13
Fe + Al	5	0,32
Ni	0,5	0,03
Cr	0,5	0,03
Pb	0,5	0,03

Cu	0,5	0,03
Mn	1	0,06
Ag	0,5	0,03

Constats :

Constat 7-04072025 : non-conformité : le rapport d'analyse des prélèvements réalisés le 11 et 12 décembre 2024 met en évidence des non-conformités pour les paramètres pH (8,6) et azote global (198,14 mgN/l).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 7-04072025 : l'exploitant cherchera à identifier les causes d'un pH relativement élevé et la source d'azote global dans les rejets aqueux industriels de son établissement, et précisera les actions correctives mises en œuvre ou prévues compte tenu de ces causes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, entretien des séparateurs d'hydrocarbures

Prescription contrôlée :

[...]

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Les cinq décanteurs séparateurs d'hydrocarbures du site ont été vidangés entre octobre 2024 et mai 2025.</p> <p>Les analyses des prélèvements réalisés, entre janvier et mai 2025, à la sortie des cinq équipements n'appellent pas d'observation.</p> <p>Les bordereaux de suivi des évacuations ont été visualisés sur l'application trackdéchets et n'appellent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 8.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Défense incendie extérieure</u> : l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>secteur « ateliers principaux »</u> : assurer à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un débit de 120 m³/h, par la présence de point d'eau tel que : <ul style="list-style-type: none"> ◦ soit des poteaux d'incendie normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m. <p>L'utilisation de plusieurs poteaux d'incendie devra pouvoir assurer les débits requis en fonctionnement simultané.</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ soit, à minima, un tiers du débit par un poteau normalisé de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m, complété par une réserve d'eau de 120 m³. ◦ soit, une réserve d'eau de 240 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.

- Secteur « magasin 57 » : assurer à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un débit de 150 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :
 - soit des poteaux d'incendie normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m.

L'utilisation de plusieurs poteaux d'incendie devra pouvoir assurer les débits requis en fonctionnement simultané.

- soit, à minima, un tiers du débit par un poteau normalisé de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m, complété par une réserve d'eau de 180 m³.
 - soit, une réserve d'eau de 300 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.
- Secteur « Bâts Bourgogne/Nord/Ailettes et Sud » : assurer à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un débit de 180 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :
 - soit des poteaux d'incendie normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m.
 - soit, à minima, un tiers du débit par des poteaux d'incendie normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour

l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m, complété par une réserve d'eau de 240 m³.

L'utilisation de plusieurs poteaux d'incendie devra pouvoir assurer les débits requis en fonctionnement simultané.

- soit, une réserve d'eau de 360 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.
- Secteur « Plateforme extérieure » : assurer à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un débit de 60 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :
 - soit un poteau d'incendie normalisé de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.
 - soit, une réserve d'eau de 120 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.
- Secteur « Banc d'essai compresseurs » : assurer à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un débit de 120 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :
 - soit des poteaux d'incendie normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m.

L'utilisation de plusieurs poteaux d'incendie devra pouvoir assurer les débits requis en fonctionnement simultané.

- soit, à minima, un tiers du débit par un poteau d'incendie normalisé de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m, complété par

une réserve d'eau de 120 m³.

- soit, une réserve d'eau de 240 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.

Constats :

Six poteaux incendie privés, équipés de raccords de 100 mm, sont présents dans l'enceinte de l'établissement.

La dernière vérification du débit et de la pression a été réalisée le 1er avril 2025.

Les mesures réalisées au niveau de chaque poteau pris individuellement indiquent, sous une pression d'un bar dynamique, un débit compris entre 137 et 178 m³/h.

Cinq mesures en simultanées sur deux poteaux ont été réalisées. Sous une pression d'un bar dynamique, le débit est compris entre 86 et 139 m³/h. Le débit cumulé de deux poteaux mesurés en simultané est a minima de 201 m³/h.

Les poteaux sont connectés au réseau industriel relié aux bassins de la Marolle, assurant ainsi le volume nécessaire pour deux heures d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite